

La Serbie refuse d'être "humiliée"

Serbie Le Premier ministre belge a proposé des pistes pour normaliser les relations entre Pristina et Belgrade.

Maria Udrescu
Envoyée spéciale à Belgrade

Apporter une pierre à l'édifice de la stabilisation des Balkans: tel était l'objectif de la visite du Premier ministre belge à Belgrade ces lundi et mardi. *"La Serbie et la dimension régionale représentent un enjeu très fondamental pour l'avenir de l'Europe"*, a insisté Charles Michel, qui est arrivé avec de nouvelles pistes pour normaliser les relations du pays avec le Kosovo. Des pistes inspirées du savoir-faire belge dans l'art du compromis, que le président serbe Aleksandar Vucic a qualifiées *"d'intéressantes pour le futur"*, sans en dévoiler encore la teneur.

Après leur dîner de cinq heures la veille, les deux leaders ont salué des *"échanges francs et ouverts"* qui ont permis de renforcer la *"compréhension mutuelle"*. La Belgique a reconnu l'indépendance du Kosovo, tout comme vingt-deux autres Etats membres, ce que la Serbie refuse de faire, considérant ce territoire à majorité albanaise comme une province séparatiste serbe. *"Mais avant tout, nous avons parlé de notre voie européenne"*, a déclaré M. Vucic, conscient qu'elle ne s'ouvrira qu'à condition de mener des réformes et de régler les conflits de voisinage.

En février, la Commission a estimé que la Serbie et le Montenegro pourraient rejoindre l'UE dès 2025, essayant d'offrir une perspective encourageante à ces pays qui ne voient plus le bout des négociations d'adhésion. *"Cette date n'est pas un repère substantiel pour la Belgique. Ce qui compte, ce sont les efforts entrepris"* par les autorités serbes, a déclaré M. Michel.

Selon le rapport de la Commission, Belgrade doit encore renforcer la lutte contre la corruption, un *"sérieux"* fléau, et le crime organisé. A ce titre, la Première ministre serbe, Ana Brnabic, a salué la coopération entre son ministère de l'Intérieur et la police belge. Aussi, la Belgique apporte-t-elle une assistance technique dans la construction d'un Etat de droit serbe, un chantier que Belgrade n'est pas près de terminer, la Commission pointant une *"influence du politique sur la justice"*. *"C'est l'un des défauts de génération que la République de Serbie doit corriger"*, a avoué M^{me} Brnabic. D'autant que l'UE, déjà confrontée en son sein à une fronde illibérale de la Pologne et la Hongrie, ne compte pas lésiner sur ses exigences quant à l'Etat de droit.

"La force n'est pas de notre côté"

Reste que *"le plus grand obstacle sur notre voie européenne est l'accord à atteindre avec Pristina sur la normalisation des relations"*, a constaté M. Vucic. Encore une fois parce que l'UE, qui doit déjà gérer un conflit frontalier entre la Croatie et la Slovanie, apprend de ses erreurs et *"n'acceptera pas que des problèmes territoriaux soient importés en Europe"*, a conclu le président serbe, qui s'est dit prêt à *"trouver une solution de compromis"*. Et d'ajouter: *"Nous ne pourrions pas accepter une solution humiliante pour la Serbie."*

Belgrade accuse Pristina de ne pas respecter les engagements des accords de Bruxelles de 2013. Une attitude que la Serbie explique par le soutien dont bénéficie le Kosovo de la part des Etats-Unis et de nombre d'Etats membres de l'UE. *"La force n'est pas de notre côté. Ils disent 'nous avons les alliés les plus puissants, vous n'en avez pas'"*, a déclaré M. Vucic. Belgrade doute donc de la neutralité de l'Union dans son rôle de médiateur. Et le fait que la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, soit originaire d'Italie, un pays qui a gardé des liens étroits avec l'Albanie, ne favorise pas toujours la confiance.

De plus, si la voie européenne apparaît comme le choix rationnel d'un pays en quête de modernité et de prospérité, le cœur des Serbes penche aussi vers la Russie – dont le président Poutine tient tête à l'Otan, qui a bombardé Belgrade en 1999 pendant la guerre du Kosovo. A l'heure où Moscou accroît son influence dans les Balkans, l'Union a donc décidé de remettre cette région au cœur de son agenda. Ce mardi, le président du Conseil européen, Donald Tusk, y entame une tournée diplomatique. La Bulgarie en a fait une priorité de sa présidence européenne et organise une réunion sur les Balkans le 17 mai à Sofia.

Mais ce sommet pourrait se solder par un coup d'épée dans l'eau, puisque la présence de Pristina risque de braquer, en plus de la Serbie, les cinq Etats membres qui n'ont pas reconnu l'indépendance du Kosovo.

Pourtant, dans la foulée du regain d'intérêt des Vingt-huit pour cette région stratégique, à un moment où la poudrière des Balkans est quelque peu contenue, notamment en l'absence de crises politi-

ques majeures, l'UE pourrait tenter d'autres approches et s'imposer comme un acteur proactif dans la

la région. A ce titre, Charles Michel a notamment appelé à saisir *"la fenêtre d'opportunité des semaines et des mois à venir"* et à *"voir de quelle manière l'Union pourrait jouer un rôle utile, plus engagé, plus mobilisé pour aller vers des solutions stables"*.

